

Contrat de partenariat d'information et de sensibilisation aux gestes de tri et à la lutte contre les déchets abandonnés

Note au lecteur : Les termes débutant par une majuscule sont définis à l'article 1^{er} du Contrat.

CONTEXTE :

Le cahier des charges des éco-organismes de la filière de responsabilité élargie du producteur "emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique" prévoit la contribution financière de l'éco-organisme à des actions de prévention des déchets issus des produits relevant de son agrément, notamment concernant les gestes de tri.

Dans ce contexte, Citeo souhaite contribuer à l'amélioration du geste de tri et de la qualité des emballages triés en soutenant différents types d'actions de communication orchestrées par leurs clients et fédérations, collectivités et autres types d'acteurs.

LE PRESENT CONTRAT EST CONCLU ENTRE :

Raison sociale : Citeo	
Forme : Société anonyme	Capital : 499 444,50 €
Enregistrée au RCS de Paris sous le n° 388 380 073	
Dont le siège est situé 2bis Avenue de Taillebourg, 75011 Paris	
Représentée par Monsieur Laurent Grave-Raulin, en qualité de Secrétaire Général / Dorian Fleuranceau en qualité de Directeur de la Mobilisation Citoyenne dûment habilité à l'effet des présentes ;	
Désignée ci-après « Citeo »	

Citeo, est un éco-organisme agréé par l'Etat au titre de la Filière REP des emballages ménagers, des imprimés papiers et papiers à usage graphique.

Conformément au 7.1 du Cahier des Charges de la Filière REP EMPG, elle propose de soutenir les actions d'information et de sensibilisation des citoyens à l'échelle nationale et locale, de ses adhérents, des collectivités territoriales et d'autres acteurs.

Elle a établi pour ce faire un contrat-type conformément aux dispositions de l'article R. 541-102 CEnv, dont est issu le Contrat.

ET

Dénomination :

Association déclarée avec le numéro SIRET :

Dont le siège social est situé

Représentée par , dûment habilité à l'effet des présentes

Désignée ci-après « le Lauréat »

Le Lauréat a répondu à l'Appel à projets, objet du Contrat, afin de bénéficier du soutien financier proposé par Citeo pour les actions de communication sur les gestes de tri.

Après vérification de son éligibilité et analyse des candidatures au regard des critères énoncés dans le Cahier des charges de l'Appel à projets, le dossier du Lauréat a été sélectionné par le jury organisé par Citeo. Cette dernière a proposé au Lauréat de conclure le Contrat, ce qu'elle a accepté.

Afin d'assurer l'équité entre les Lauréats et des conditions de versement du Soutien équivalente entre ces derniers, le Contrat n'est par conséquent, pas négociable

CONTRAT TYPE / CONTRAT TYPE

Sommaire

Contrat de partenariat d'information et de sensibilisation aux gestes de tri	1
Cadre général de la relation des Parties	4
Article 1. Définitions	4
Article 2. Objet du Contrat	5
Article 3. Durée du Contrat.....	5
Article 4. Coopération des Parties.....	5
Article 5. Dématérialisation des relations contractuelles	6
Prérequis à la contractualisation	7
Article 6. Conditions d'éligibilité et justificatifs	7
Actions mises en œuvre	8
Article 7. Détermination et mise en œuvre du Projet	8
Article 8. Communication sur le partenariat	8
Article 9. Conformité légale et contractuelle du Lauréat.....	9
Soutien financier du Projet par Citeo	11
Article 10. Montant du Soutien	11
Article 11. Modalités de versement	11
Dispositions diverses	13
Article 12. Propriété intellectuelle	13
Article 13. Confidentialité	14
Article 14. Données à caractère personnel	14
Article 15. Responsabilité.....	15
Article 16. Caractère personnel du Contrat.....	15
Article 17. Résiliation et terme contractuel	16
Article 18. Composition du Contrat.....	16
Article 19. Dispositions terminales.....	17

Cadre général de la relation des Parties

Article 1. Définitions

1. Les termes utilisés dans le Contrat et commençant par une majuscule, ont le sens défini ci-après :

Agrément : l'arrêté du 27 décembre 2023, en ce compris ses éventuels arrêtés modificatifs, portant agrément d'un éco-organisme (Citeo) de la filière à responsabilité élargie des producteurs de produits emballés, imprimés papiers et papiers à usage graphique consommés ou utilisés par les ménages (« **Filière REP EMPG** »).

Appel à projets (ou AAP) : appel à projets portant sur le soutien des actions de communication et de sensibilisation au geste de tri et **aux déchets abandonnés** (cf. article 7.1 du Cahier des Charges de la Filière REP EMPG), au titre duquel le Lauréat a été sélectionné.

Cahier des charges de l'Appel à projets (ou AAP) : cahier des charges de l'appel à projets auquel ont répondu les Lauréats, et en vertu duquel le Contrat est conclu. Ce cahier des charges figure en Annexe 1 du Contrat.

Cahier des Charges de la Filière REP EMPG : cahier des charges, arrêté 7 décembre 2023, y compris ses éventuels arrêtés modificatifs, des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la Filière REP EMPG.

CEnv : Code de l'environnement.

Contrat et/ou Annexe(s) : le présent contrat ainsi que ses annexes.

Créations : désigne les œuvres de l'esprit et créations immatérielles et éléments incorporels commandées ou réalisées par le Lauréat dans le cadre du Projet. Ces derniers comprennent, de façon non exhaustive, les slogans, textes, logotypes, marques, graphismes, visuels, photographies, images, pictogrammes, chartes graphiques, sons, musiques, vidéos, designs, supports promotionnels, scénarii de films, films ou messages publicitaires, pages électroniques, programmes et fichiers informatiques, bases de données, moteurs de recherches nécessaires à la mise en ligne de la base de données... générés dans le cadre du Projet.

Information(s) Confidentielle(s) : information, document, donnée, prix, fichier, savoir-faire, échantillons, échanges... sans que la présente liste puisse être considérée comme exhaustive, qui pourraient être révélés ou transmis par une Partie à l'autre Partie ou ses prestataires et partenaires dans le cadre de l'exécution du Contrat, et ce quel que soit le support ou la forme utilisés pour cette transmission et qu'ils soient ou non identifiés comme confidentiels.

Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution du Contrat pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- Elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- Elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie émettrice ;
- Elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;

- Elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement interne entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie réceptrice n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles.

Lauréat : lauréat sélectionné par Citeo dans le cadre de l'Appel à projets.

Livable : désigne le rapport final que le Lauréat devra remettre à Citeo, tel qu'indiqué au Cahier des charges de l'AAP.

Projet : les actions de communication et de sensibilisation au geste de tri (article 7.1 du Cahier des Charges de la Filière REP EMPG) soutenue par Citeo, *via* le versement d'un soutien financier dans les conditions prévues à l'appel à projet concerné. Le dossier présentant le Projet figure en Annexe 2.

Réglementation Informatique et Libertés : textes en vigueur en matière de protection des données personnelles, en particulier règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que toute disposition légale ou réglementaire nationale et européenne et l'ensemble des recommandations, délibérations et autres normes édictées par la Commission Nationale de l'informatique et libertés.

Soutien : soutien financier versé par Citeo au Lauréat en contrepartie de la réalisation du Projet, dans les conditions prévues par le Contrat, le Cahier des charges de l'AAP, le dossier de son Projet, ainsi que dans le respect des lois et règlements en vigueur.

2. Pour l'application du Contrat, et sauf dispositions contraires aux seins des présentes, les termes correspondant aux notions définies par la législation, ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Article 2. Objet du Contrat

Le Contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles Citeo contribuera, aux coûts du Projet porté par le Lauréat et pour lequel il a été sélectionné dans le cadre de l'AAP, via le versement du Soutien.

Article 3. Durée du Contrat

1. Le Contrat prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et reste en vigueur tout au long du Projet, et perdure pendant une durée d'un (1) an, à compter du jour du paiement du dernier acompte par Citeo au Lauréat, du Soutien.

2. Les stipulations des articles 9.2 (*Prérogatives de Citeo en matière de contrôle de conformité*), 14 (*Propriété intellectuelle*), 13 (*Confidentialité*) et 15 (*Responsabilité et assurance*) survivent au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, dans les conditions de durée qu'elles prévoient.

Article 4. Coopération des Parties

4.1. Obligation de bonne foi et de diligence

Les Parties exécutent de bonne foi et avec diligence les obligations qui résultent respectivement pour elles, du Contrat.

Les Parties coopèrent de la même manière pour la parfaite exécution du Contrat. Elles échangent notamment à cet effet, de manière permanente, toutes informations utiles dans le but d'éviter tout incident préjudiciable à leurs intérêts respectifs.

La coopération des Parties est par ailleurs étendue à la recherche d'efficience de la Filière REP EMPG. Citeo peut, à ce titre, associer le Lauréat aux travaux d'évaluation et d'orientation qu'elle mène en la matière.

L'obligation de coopération est exécutée par chaque Partie en considération des moyens dont elle dispose.

4.2. Interlocuteurs respectifs

Les Parties désignent leurs interlocuteurs respectifs pour l'exécution du Contrat. Elles échangent les coordonnées de leurs interlocuteurs respectifs, en particulier leurs adresses électroniques. Chaque Partie informe l'autre de tout changement d'interlocuteur, préalablement au changement effectif.

Article 5. Dématérialisation des relations contractuelles

5.1. Principe général de dématérialisation

1. Les Parties privilégient les procédures dématérialisées.

Cette dématérialisation s'applique à la contractualisation et à tous les échanges et correspondances entre le Lauréat et Citeo pour l'exécution du Contrat.

Le Lauréat utilise les outils dématérialisés le cas échéant mis à disposition par Citeo.

Les Parties peuvent, de manière exceptionnelle dûment motivée, faire exception à la dématérialisation.

2. Citeo peut également préférer la dématérialisation s'agissant de la mise en ligne de certaines modalités contractuelles, telles que celles visées sous forme d'annexes.

5.2. Communications entre les Parties

Toutes les communications et déclarations qui interviennent entre les Parties pour l'exécution du Contrat sont effectuées par défaut par voie dématérialisée dans les conditions de mise à disposition définies par Citeo.

5.3. Modalités de contractualisation

La signature du Contrat s'effectue au moyen de l'outil de signature électronique mis à disposition par Citeo.

Seules les personnes physiques visées en comparution peuvent signer électroniquement le Contrat.

Chaque Partie s'assure de l'habilitation de son représentant, ainsi que de la validité des informations et des pièces transmises la concernant et renseignées sur l'outil.

Chaque Partie est responsable de l'utilisation régulière des accès à l'outil dont elle dispose.

Les Parties reconnaissent que ces modalités de signature électronique constituent un mode de conclusion et de formation valide du Contrat. Par ailleurs, les Parties reconnaissent que le Contrat signé électroniquement aura force probante quel qu'en soit l'usage qui en sera fait et notamment en cas de contestation ou litige éventuel.

Prérequis à la contractualisation

Article 6. Conditions d'éligibilité et justificatifs

6.1. Appréciation de l'éligibilité

1. L'éligibilité du Lauréat au bénéfice du Contrat, est déterminée sur la base des critères visés dans le Cahier des charges de l'AAP, annexé aux présentes. Les conditions d'éligibilité seront appréciées tout au long de la durée d'exécution du Contrat.

2. Si en cours d'exécution du Contrat le Lauréat ne remplit plus une ou plusieurs des conditions d'éligibilité, le Contrat sera automatiquement résilié.

La résiliation intervient dans les conditions de l'article 17.2 (*Résiliation sans faute*) et prend effet à la date prévue dans la lettre recommandée avec accusé de réception.

6.2. Groupements

Le Lauréat peut s'organiser en groupement pour les besoins de candidature à l'Appel à projet, de la conclusion et d'exécution du Contrat, et ce dans les modalités prévues au Cahier des charges de l'AAP.

Le groupement, solidaire, désignera un mandataire qui sera le seul interlocuteur de Citeo. Chaque membre du groupement devra cependant répondre de l'exécution des obligations découlant du Contrat.

Actions mises en œuvre

Article 7. Détermination et mise en œuvre du Projet

Le Lauréat réalisera la ou les campagnes d'information et de sensibilisation auprès des citoyens à l'échelle nationale ou régionale relatives à l'information et la sensibilisation sur les gestes de tri et ce dans les conditions prévues dans le Cahier des charges de l'AAP et telles que décrites dans le Projet.

Il collecte les indicateurs et données précisés dans le Cahier des charges de l'AAP le cas échéant.

Le Lauréat devra remettre à Citeo le Livrable, ainsi que les données et indicateurs mentionnés par Citeo dans le Cahier des charges de l'AAP.

Article 8. Communication sur le partenariat

1. Les Parties peuvent faire la promotion du partenariat objet du Contrat.

En tant que financeur du Projet, Citeo pourra librement communiquer sur le Projet et son Soutien à ce dernier sur tout support de communication (presse, internet, réseaux sociaux, LinkedIn, X...) en citant le nom du Lauréat. Dans ce cas de communication brève et synthétique, la communication de Citeo ne contiendra pas de détails avancés sur le Projet du Lauréat, et ne fera pas apparaître de visuel des créations ou des visuels prévues au Projet.

Dans le cas où Citeo souhaiterait réaliser une communication détaillée du Projet, présenter ou faire apparaître les contenus/créations/visuels... créés, notamment en publiant les « assets » du Lauréat, Citeo s'engage à communiquer pour information son projet de communication au Lauréat pour simple information, dans un délai minimum de trois (3) jours ouvrés avant la date de la publication de ladite communication.

2. Le Lauréat pourra communiquer sur le soutien du Projet par Citeo. Dans ce cas, le Lauréat doit indiquer que Citeo a soutenu le Projet, et inclure son logo (figurant en Annexe 1) dans les éléments de communication autour du Projet lorsque cela est demandé.

Le Lauréat s'engage à citer Citeo dans ses projets de communication.

Par ailleurs, avant toute communication, le Lauréat s'engage adresser son projet de communication sur le Projet à Citeo pour autorisation préalable, dans les conditions suivantes :

	Réseaux sociaux <i>(Instagram, Facebook, LinkedIn)</i>	Communiqué de presse	A l'intention du consommateur
Information de Citeo ou Adelphe	72h avant*	3 semaines avant*	3 semaines avant*
Validation de Citeo ou Adelphe	Oui	Oui	Oui
Logo de Citeo ou Adelphe	/	Oui	Oui
Tag de @Citeo ou @Adelphe	Oui	/	/

*Une absence de retour 24 heures avant la date de publication prévue vaut validation.

3. Chacune des Parties s'engage à ne pas dénigrer l'autre Partie dans le cadre des communications réalisées, ni à agir de quelque manière dans ce cadre, qui nuirait à son image.

Article 9. Conformité légale et contractuelle du Lauréat

9.1. Obligation générale du Lauréat en matière de conformité

Le Lauréat réalise le Projet en se conformant au Contrat, ainsi qu'aux dispositions prévues dans le Cahier des charges de l'AAP, et aux lois et règlements en vigueur.

Il tient Citeo informée de toute modification de sa situation susceptible d'exercer une influence sur sa capacité à respecter ses obligations légales et/ou contractuelles.

9.2. Prérogatives de Citeo en matière de contrôle de conformité

1. Citeo, en ce compris tout tiers qu'elle aura mandaté pour ce faire, est autorisée à effectuer à ses frais tout contrôle sur pièce et sur place auprès du Lauréat afin de vérifier qu'il est effectivement conforme à ses obligations contractuelles. Citeo peut intégrer à ses contrôles les demandes formulées par l'autorité signataire de l'Agrément dont les données utiles à la réponse sont en possession du Lauréat.

Le Lauréat collabore pleinement aux contrôles de Citeo, en garantissant notamment la transmission, dans les délais indiqués par Citeo, de tout document que cette dernière solliciterait aux fins desdits contrôles, ainsi qu'un libre accès, dans le respect des règles de sécurité applicables, aux locaux du Lauréat pendant leurs horaires d'ouverture.

L'exercice, par Citeo, de ses prérogatives en matière de contrôle ne décharge en aucune manière le Lauréat de son obligation de conformité. Cette dernière lui demeure propre.

Il est précisé en tant que de besoin que les stipulations des articles 1^{er} (*Définitions*) et 13 (*Confidentialité*) sont applicables aux données auxquelles Citeo peut avoir accès à l'occasion des contrôles diligentés en application des alinéas qui précèdent.

2. Les Parties échangent en tant que de besoin, sur demande de l'une ou l'autre d'entre elles, durant la période de contrôle.

3. Au terme du contrôle, Citeo transmet au Lauréat les conclusions provisoires motivées, afin que ce dernier fasse part de ces éventuelles observations. Le délai dont dispose le Lauréat est précisé dans la transmission. Il tient compte de la complexité de l'affaire, sans pouvoir être inférieur, hors urgence, à dix (10) jours ouvrés.

Après avoir pris en compte les éventuelles observations du Lauréat, Citeo lui transmet, sous dix (10) jours ouvrés, ses conclusions définitives. Tout désaccord du Lauréat avec les conclusions de Citeo se résout en application de l'article 19.4 (*Règlement des différends*).

4. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq (5) ans.

9.3. Gestion des non-conformités

En cas de non-conformité du Lauréat à ses obligations légales et/ou contractuelles, y compris une opposition au contrôle, Citeo lui notifie une mise en demeure précisant le délai imparti à la mise en conformité.

L'infructuosité de la mise en demeure autorise Citeo à suspendre le versement de son Soutien puis/ou résilier le Contrat aux torts du Lauréat.

Les non-conformités vénielles peuvent donner lieu à un simple avertissement, à condition que le Lauréat se soit immédiatement mis en conformité.

Les non-conformités graves, notamment celles visées à l'article 2 (*Objet du Contrat*), peuvent donner lieu à une suspension et/ou une résiliation immédiate du Contrat aux torts du Lauréat. En cas de résiliation aux torts du Lauréat, Citeo sera en droit d'exiger le remboursement des acomptes de Soutien déjà versés.

CONTRAT TYPE / CONTRAT TYPE

Soutien financier du Projet par Citeo

Article 10. Montant du Soutien

1. Citeo finance les dépenses éligibles du Projet selon les modalités prévues au Cahier des charges de l'AAP.
2. Le versement du Soutien est conditionné au respect par le Lauréat de ses obligations légales et contractuelles.

Article 11. Modalités de versement

1. Le Soutien octroyé par Citeo au Lauréat s'élève à la somme forfaitaire et ferme de XXX euros hors taxes.
2. Ce soutien sera facturé à Citeo de la manière suivante :

Cas n°1 : Echancier standard

- ✓ Un acompte de trente pour cent (30%) à la signature du Contrat ;
- ✓ Le solde à l'issue de la campagne de communication objet du Projet du Lauréat, et sous réserve des justificatifs transmis par ce dernier à Citeo et de la remise de l'ensemble du Livrable contenant les résultats prévus au Cahier des charges de l'AAP.

Cas n°2 : Projet déjà finalisé

- ✓ Cent pour cent (100%) du financement sera facturé à Citeo/Adelphe à la signature du Contrat, sous réserve des justificatifs transmis par ce dernier à Citeo/Adelphe et de la remise de l'ensemble du Livrable contenant les résultats prévus au Cahier des charges de l'AAP.

Cas n°3 : Sur demande justifiée du Candidat :

- ✓ Un acompte de trente pour cent (30%) à la signature du Contrat ;
- ✓ Un acompte de quarante pour cent (40%) à la réalisation d'une étape intermédiaire, définie avec Citeo/Adelphe;
- ✓ Le solde à l'issue de la campagne de communication objet du Projet du Lauréat, et sous réserve des justificatifs transmis par ce dernier à Citeo et de la remise de l'ensemble du Livrable contenant les résultats prévus au Cahier des charges de l'AAP.

En cas de non-conformité des justificatifs transmis par le Lauréat à Citeo (ou absence de justificatifs) et ce au regard du Cahier des charges de l'AAP, ou si figurent dans ces justificatifs des dépenses non éligibles au regard du Cahier des charges de l'AAP, le solde du Soutien sera revu à la baisse au prorata des justificatifs effectivement transmis, et conformes.

3. Le Lauréat transmettra à Citeo une facture pour chacun des acomptes figurant mentionné ci-dessus. Toute facture sera transmise à Citeo dès son émission, de préférence sur son espace personnalisé sur la plateforme de dépôt dématérialisé des factures mis à sa disposition par Citeo sur simple demande à l'adresse : comptabilite.fournisseurs@citeo.com

Le paiement des factures interviendra à quarante-cinq (45) jours de fin de mois à compter de la date d'émission de ladite facture.

La facture du Lauréat sera conforme aux exigences du code de commerce en vigueur lors de son émission et fera systématiquement mention de la référence du « bon de commande » que le Lauréat devra se faire communiquer par son interlocuteur habituel chez Citeo.

Dans l'éventualité où le Lauréat ne serait pas en mesure d'utiliser la plateforme de dépôt dématérialisé de ses factures, il doit exceptionnellement adresser toute facture dès son émission à l'adresse comptabilite.fournisseurs@citeo.com, sans bénéficier des fonctionnalités de suivi d'avancement, traitement et paiement de ses factures offertes par la plateforme susvisée.

Le Lauréat s'engage à ne pas adresser ses factures à son interlocuteur habituel chez Citeo.

En cas de retard de Citeo par rapport au délai de paiement mentionné ci-dessus, ce dernier sera redevable de l'indemnité pour frais de recouvrement prévue à l'article L.441-10 du code de commerce. Au jour de la signature du Contrat, cette indemnité s'élève à la somme de quarante (40) euros.

4. Dans le cas où le Lauréat est un groupement, Citeo versera le soutien financier à chacun de ses membres selon la répartition figurant dans son dossier de candidature, selon les mêmes modalités.

Le groupement peut cependant, de manière exceptionnelle, demander à Citeo, que le Soutien, soit versé à son mandataire. Dans ce cas, il est expressément entendu que le mandataire procède à la facturation des sommes dues par Citeo aux autres membres, et à son reversement auprès de ces derniers. A ce titre, les autres membres du groupement déclarent faire leur affaire de la bonne répartition financière des sommes versées par Citeo, et s'engagent à tenir Citeo hors de tout litige ou désaccord à ce titre.

A compter du paiement des factures par Citeo à au mandataire, cette dernière sera déchargée de son obligation de paiement envers les autres membres.

Dispositions diverses

Article 12. Propriété intellectuelle

1. Le Lauréat demeure propriétaire des éléments constitutifs du Projet, notamment les Créations.

Ce dernier concède cependant à Citeo, à titre non exclusif, les droits suivants portant sur lesdites Créations :

- le droit de reproduction, qui comprend le droit de les reproduire en nombre, en tout ou en partie, en tous formats et sur tous supports connus et inconnus à ce jour (notamment sur des brochures, documents de communication interne ou externe, presse, Intranet, Internet, Extranet etc.) et par tous procédés de fixation matérielle connus ou inconnus à ce jour (notamment numériques, électroniques etc.) ;
- le droit de représentation, qui comprend le droit de les communiquer et de les diffuser ou de les faire communiquer et diffuser au public, directement ou indirectement, une ou plusieurs fois, en intégralité ou par extraits, par tous moyens connus ou inconnus à ce jour (notamment par projection publique lors de manifestations publiques ou événementielles, sur Internet, Intranet, Extranet, etc.) ;

2. La présente concession est consentie à Citeo à des fins de communication sur le Projet telle que prévue à l'article 8 ci-dessus, et notamment dans le cadre des missions agréées de Citeo en tant qu'éco-organisme de la Filière REP EMPG, et ce, pendant toute la durée du Contrat et pendant pour une durée de dix (10) ans à compter de son arrivée à expiration ou résiliation.

Les droits concédés à Citeo, au titre du Contrat lui permettra notamment de réaliser des communications relatives :

- à la promotion de bonnes pratiques en matière de tri des emballages ménagers ;
- à la sensibilisation des populations à la prévention des déchets d'emballages ménagers ;
- et à l'existence d'emballages ménagers réemployables.

Citeo devra pouvoir accorder aux sociétés du groupe auquel elle appartient toutes les autorisations nécessaires à l'exploitation des Créations et du Livrable, dans la limite des droits conférés par le Contrat et dans les mêmes conditions que celles prévues au présent article.

Par ailleurs, concernant les modalités d'archivage des Créations, le Lauréat est également tenu de prévoir contractuellement la faculté pour Citeo ainsi que pour les sociétés du groupe auquel elle appartient, de maintenir en ligne les Créations sur leurs sites Internet, plateformes de partage et réseaux sociaux, telles qu'initialement postées, au-delà de la durée d'exploitation convenue, sous réserve que Citeo, ainsi que les sociétés du groupe auquel elle appartient, s'engagent à ne pas reposter ou autoriser des tiers à reposter les Créations.

3. Concernant le Livrable, Citeo se verra concéder les mêmes droits que ceux exprimés ci-dessus concernant les Créations, ainsi que :

- le droit d'adaptation, qui comprend, sous réserve du respect du droit moral des auteurs, le droit de procéder aux fins de reproduction et de représentation, en tout ou partie, à toute adaptation, adjonction, suppression ou changement d'un élément quelconque des Résultats et d'une manière générale, à toute modification, et le droit de reproduire ou représenter ces adaptations, ainsi que de les traduire en toutes langues.

4. Il est fait une exception à ce qui précède, dans le cas où le Lauréat n'arrive pas à obtenir des tiers concernés, les droits lui permettant de concéder à Citeo la licence prévue au présent article.

Il appartient, en premier lieu, au Lauréat de démontrer qu'il a effectué ses meilleurs efforts afin d'obtenir les droits prévus à l'alinéa ci-dessus. En second lieu, l'étendue des droits cédés à Citeo sera limitée aux droits que le Lauréat se sera vu accorder par lesdits tiers. Dans un tel cas de figure, le Lauréat devra en avertir immédiatement Citeo et lui préciser l'étendue des droits dont il dispose, et ce dans les plus brefs délais.

5. Par application de l'alinéa 2 de l'article L. 131-4 du Code de la propriété intellectuelle, le montant du Soutien visé à l'article 10 (*Montant du Soutien*) inclut la rémunération de la concession des droits prévue au présent article.

6. Si le Lauréat doit utiliser des droits de propriété intellectuelle de tiers pour les besoins d'exécution du Contrat, il veillera à obtenir auprès d'eux la concession desdits droits et/ou les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Créations par Citeo.

Article 13. Confidentialité

13.1. Principe de confidentialité

Chaque Partie s'engage à n'utiliser ou ne divulguer aucune Information Confidentielle.

Le présent article 13 (*Confidentialité*) survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant une durée de (5) cinq ans.

13.2. Exceptions

L'utilisation et la divulgation d'Informations Confidentielles sont, par exception, autorisées dans chacun des cas suivants :

- La loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire impose la divulgation, y compris sous forme de mise à disposition du public. Le Lauréat déclare à cet égard avoir connaissance de l'ensemble des obligations pesant sur Citeo en matière de reddition de compte auprès du ministère signataire de son agrément, l'ADEME, de la Cour des Comptes, ou encore les comités de concertation prévus par la réglementation ;
- Les Informations Confidentielles sont transmises à un tiers relevant d'une profession réglementée tenu au secret professionnel ;
- Les Informations Confidentielles sont sous forme agrégée, *i.e.* ne permettant pas d'identifier les données individuelles de l'une ou l'autre des Parties, ou sont communiquées à un tiers (i) aux fins de traitement agrégatif et (ii) tenu par une même obligation de confidentialité ;
- La Partie émettrice de l'Information Confidentielle les a autorisées, aux conditions qu'elle détermine ;

Article 14. Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la Réglementation Informatique et Libertés.

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

En application de la Réglementation Informatique et Libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

Article 15. Responsabilité

1. Le Lauréat met en œuvre le Projet en son nom propre et sous sa seule responsabilité.

Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle du Contrat, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

En cas de Lauréat, constitué sous forme de groupement, les membres seront tenus solidairement vis-à-vis de Citeo.

2. Le Lauréat assume seul la responsabilité des dommages qu'il pourrait causer à raison de son activité et des dommages qui pourraient lui être causés au même titre. Il appartient, par conséquent, au Lauréat de prendre les dispositions nécessaires pour couvrir les risques auxquels il s'expose en raison du Projet qu'il déploie.

3. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice résultant des activités de l'autre Partie. Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

Le Lauréat déclare expressément à Citeo qu'il n'a introduit dans les Résultats, aucune reproduction ou réminiscence susceptible de violer les droits des tiers (notamment les droits de la personnalité et de propriété) et/ou de donner lieu à des attaques pour plagiat et/ou contrefaçon, et qu'il n'a fait ou ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par Citeo des droits cédés dans le Contrat.

En conséquence, le Lauréat garantit à Citeo l'originalité ainsi que la libre et paisible exploitation sans aucune restriction des Créations et Livrable dans les conditions prévues au Contrat.

Le Lauréat garantit Citeo notamment contre tout recours ou action qu'un tiers pourrait lui intenter à un titre quelconque à l'occasion de l'exercice des droits cédés, notamment contre toutes réclamations, revendications, demandes d'interdiction d'exploitation, demandes de dommages intérêts et d'une façon générale, contre toute action civile ou pénale émanant d'un tiers relative aux Créations et Livrable.

4. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, dans les conditions de prescription légale.

Article 16. Caractère personnel du Contrat

Les Parties concluent le Contrat à raison de leurs qualités personnelles respectives.

Aucune cession ne peut intervenir sans leur accord mutuel.

Chacune des Parties peut recourir à des tiers pour l'exécution du Contrat.

Article 17. Résiliation et terme contractuel

17.1. Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement

Les décisions de suspension du Soutien de résiliation aux torts d'une Partie, prises sur le fondement des articles 2 (*Objet du Contrat*), 9.3 (*Gestion des non-conformités*) et 11 (*Retards graves et/ou répétés de paiement*) ne donnent lieu à aucune indemnisation ou sanction autres que celles visées auxdites articles.

17.2. Résiliation sans faute

1. Citeo peut résilier le Contrat sans faute, ni préavis :

- en l'absence de renouvellement ou de retrait de son agrément, en tout ou partie ;
- en cas d'évolution du périmètre de la REP EMPG et notamment en cas d'ajout à son périmètre d'autres produits ou emballages ;
- en cas de modification affectant le Lauréat qui remet en question son éligibilité au bénéfice du Contrat dans les conditions de l'article 6 (*Conditions d'éligibilité et justificatifs*) ainsi qu'au Cahier des charges de l'AAP, et notamment en cas de résiliation du contrat Client pour quelle cause que ce soit.

2. Le Lauréat peut dénoncer le Contrat auprès de Citeo dans les conditions prévues à l'article 3 (*Durée du Contrat*).

3. La décision de résiliation prise par l'une des Parties en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit de l'autre Partie.

4. La Partie résiliante notifie son intention à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. La date effective de résiliation ne peut être antérieure à l'événement motivant la résiliation.

17.3. Conséquences du terme contractuel

Quelle que soit la cause de la cessation des relations contractuelles :

- Les sommes dues par l'une des Parties à l'autre Partie en exécution du Contrat, sans préjudice des stipulations particulières relatives à la sanction des manquements contractuels, demeurent dues ;
- Les données relatives aux Actions transmises par la Collectivité en exécution du Contrat seront conservées par Citeo ;
- Les droits de propriété intellectuelle, cédés à Citeo demeureront acquis, sauf résiliation aux torts de cette dernière ;
- Les données personnelles le cas échéant échangées dans le cadre du Contrat relèvent du régime fixé à l'article 14 (*Données à caractère personnel*).

Article 18. Composition du Contrat

Le Contrat est constitué des pièces suivantes, classées par ordre de priorité décroissante :

- 1°/ Des présentes ;

2°/ Des annexes suivantes :

- Annexe 1 : Cahier des charges de l'Appel à projets ;
- Annexe 2 : Dossier de candidature portant le Projet du Lauréat.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du Contrat, les stipulations de la pièce de rang supérieur prévalent.

Article 19. Dispositions terminales

19.1. Invalidité partielle

Si l'une des conditions ou clauses du Contrat devient invalide, illégale ou non exécutoire, pour quelle que cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres conditions et clauses du Contrat, et le Contrat sera interprété comme si cette condition ou clause n'en avait jamais fait partie. Dans la limite des dispositions légales, un accord reflétant l'intention originelle des Parties sera autant que possible substitué aux conditions et clauses devenues invalides ou non exécutoires.

19.2. Non-renonciation

Toute renonciation à l'une des dispositions du Contrat doit être faite par un écrit signé par les Parties. A défaut d'écrit, le fait, par l'une des Parties, de ne pas exiger l'exécution parfaite par une autre Partie de l'une de ses obligations, n'affectera en aucune façon le droit de demander ladite exécution à une date ultérieure et ne pourra donc être considéré comme une renonciation aux droits découlant desdites obligations, pas plus qu'il ne sera constitutif d'un quelconque droit acquis.

19.3. Force majeure et autres circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles, la force majeure au sens des dispositions de l'article 1218 du code civil, ainsi que tout événement de nature à déséquilibrer de manière substantielle l'économie du Contrat, en ce compris les événements relevant des conditions de mise en œuvre du Cahier des Charges de la REP EMPG telle que la coordination entre éco-organismes agréés de la filière REP EMPG, ou les évolutions brutales du marché de la reprise et du recyclage. Le caractère substantiel du déséquilibre résulte des conséquences difficilement remédiables de ce dernier.

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution du Contrat. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur le Contrat.

L'autre Partie peut résilier sans faute, ni préavis, le Contrat lorsque l'inexécution contractuelle excède une durée de deux (2) mois à compter de la notification à l'autre Partie de l'événement. Elle notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. Cette date est postérieure à celle à laquelle expire le délai de deux (2) mois précités.

19.4. Règlement des différends

1. Le Contrat est soumis au droit français, et exécuté en langue française.

2. Les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles portant sur l'interprétation, la formation, l'exécution ou la cessation du Contrat et préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

Si la solution du conflit à l'amiable ne peut être trouvée dans un délai raisonnable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du ressort de Paris.

Pour Citeo

Pour le Lauréat

CONTRAT TYPE / CONTRAT TYPE